

LA CIDH Y LA PROMOCIÓN DE LOS DERECHOS HUMANOS

Jorge E. Taiana

Volume 11, numéro 1, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1100689ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1100689ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de droit international

ISSN

0828-9999 (imprimé)

2561-6994 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Taiana, J. E. (1998). LA CIDH Y LA PROMOCIÓN DE LOS DERECHOS HUMANOS. *Revue québécoise de droit international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de derecho internacional*, 11(1), 15–34.
<https://doi.org/10.7202/1100689ar>

Résumé de l'article

Depuis sa création la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a développé de nombreuses et diverses activités afin de remplir son mandat. Les activités prioritaires de la Commission ont toujours été liées à son propre développement et, en particulier, à la situation prévalant dans l'hémisphère. Face à une Amérique latine submergée par les régimes militaires et soumise à des violations massives des droits fondamentaux, les visites « *in loco* » sur le terrain et les rapports sur la situation des droits de l'homme dans un État déterminé constituèrent les formes les plus adéquates de réagir dans un tel contexte. La vague démocratisante qui s'initia dans les années quatre-vingt et qui permit l'établissement de gouvernements élus populairement dans presque tous les États de l'hémisphère, changea radicalement la situation des droits de l'homme dans la région. Pour l'auteur, il n'y a aucun doute : la CIDH a su faire face aux réalités changeantes et mettre en place une gamme variée d'instruments lui permettant d'assurer un meilleur exercice de ses fonctions.

Toutefois, la CIDH fut plongée dans un débat aigu portant sur le rôle que la promotion des droits de l'homme devrait jouer dans le système interaméricain et, en particulier, dans ses activités. Ce débat met spécialement en relief la question des priorités dans le travail de la CIDH ainsi que celle de la distribution de ses ressources. À la demande de l'Assemblée générale de l'OÉA, la CIDH a préparé un projet de Programme interaméricain de promotion des droits de l'homme. Dans ce Programme, la Commission et maintenant le Dr. Taiana dans son article, comme intervenant de premier plan dans ce débat, réaffirment que la protection doit être la fonction principale de la CIDH et que les formes de promotion éducative et vulgarisée doivent être envisagées de façon à ne pas distraire ses ressources, ni l'importance de ses activités de protection, malgré l'intérêt croissant qui se manifeste envers la « promotion ». L'auteur, tout comme la CIDH le fit, réitère que les possibilités de réalisation du Programme reposent sur l'activité de l'institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH) et sur l'action de nombreux acteurs sur la scène nationale de chaque état. En fin d'article, ce dernier présente les caractéristiques de ce Programme, ses objectifs, ses secteurs d'action, ses activités et, à titre d'indication, il énumère les différents projets y figurant, dont l'organisme responsable de leur réalisation, et si ceux-ci se trouvent en cours de réalisation ou s'il s'agit de nouvelles propositions.

LA CIDH Y LA PROMOCIÓN DE LOS DERECHOS HUMANOS

Par Jorge E. Taiana*

Depuis sa création la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a développé de nombreuses et diverses activités afin de remplir son mandat. Les activités prioritaires de la Commission ont toujours été liées à son propre développement et, en particulier, à la situation prévalant dans l'hémisphère. Face à une Amérique latine submergée par les régimes militaires et soumise à des violations massives des droits fondamentaux, les visites «*in loco*» sur le terrain et les rapports sur la situation des droits de l'homme dans un État déterminé constituèrent les formes les plus adéquates de réagir dans un tel contexte. La vague démocratisante qui s'initia dans les années quatre-vingt et qui permit l'établissement de gouvernements élus populairement dans presque tous les États de l'hémisphère, changea radicalement la situation des droits de l'homme dans la région. Pour l'auteur, il n'y a aucun doute : la CIDH a su faire face aux réalités changeantes et mettre en place une gamme variée d'instruments lui permettant d'assurer un meilleur exercice de ses fonctions.

Toutefois, la CIDH fut plongée dans un débat aigu portant sur le rôle que la promotion des droits de l'homme devrait jouer dans le système interaméricain et, en particulier, dans ses activités. Ce débat met spécialement en relief la question des priorités dans le travail de la CIDH ainsi que celle de la distribution de ses ressources. À la demande de l'Assemblée générale de l'OÉA, la CIDH a préparé un projet de Programme interaméricain de promotion des droits de l'homme. Dans ce Programme, la Commission et maintenant le Dr. Taiana dans son article, comme intervenant de premier plan dans ce débat, réaffirment que la protection doit être la fonction principale de la CIDH et que les formes de promotion éducative et vulgarisée doivent être envisagées de façon à ne pas distraire ses ressources, ni l'importance de ses activités de protection, malgré l'intérêt croissant qui se manifeste envers la «promotion». L'auteur, tout comme la CIDH le fit, réitère que les possibilités de réalisation du Programme reposent sur l'activité de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH) et sur l'action de nombreux acteurs sur la scène nationale de chaque état. En fin d'article, ce dernier présente les caractéristiques de ce Programme, ses objectifs, ses secteurs d'action, ses activités et, à titre d'indication, il énumère les différents projets y figurant, dont l'organisme responsable de leur réalisation, et si ceux-ci se trouvent en cours de réalisation ou s'il s'agit de nouvelles propositions.

Since its creation the Inter-American Commission on Human Rights (ICHR) has established numerous and various activities with the view of fulfilling its mandate. The primary activities of the Commission have always been linked to its own development and, in particular, to the overall situation prevailing in the hemisphere. As Latin America was coping with military regimes and was submitted to gross violations of fundamental human rights on-site observations and reports on the situation of human rights in a specific state were the most appropriate reactions to such circumstances. The wave of democratization that began in the 1980's, which permitted the establishment of governments elected by the people in almost every State radically changed the situation of human rights in the region. For the author, there is no doubt that the ICHR was able to deal with changing realities and put in place a variety of tools to enable it to ensure a better achievement of its functions.

Nonetheless, the ICHR was immersed in a heated debate over what role the promotion of

* Argentino; Abogado; Sociólogo; Embajador; Secretario Ejecutivo de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos desde 1996; Ex-Subsecretario de Política Exterior y Ex-Director de Organismos Internacionales del Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de Argentina; Ex-Embajador ante Guatemala, fue Profesor universitario por más de diez años y ha publicado varios libros y artículos sobre relaciones internacionales y derechos humanos.

human rights should play in the Inter-American system and, in particular, in its own activities. This debate highlighted the issue of the ICHR's priorities in its activities as well as the distribution of its resources. At the request of the General Assembly of the OAS, the ICHR prepared a draft of an Inter-American Program for the promotion of human rights. In its program the ICHR, one of the principal interveners in the debate, reaffirms, much like the author as one of the principal protagonists in this debate does in this article, that its principal function should be the protection of human rights. Furthermore, ICHR's activities aimed at promoting human rights, such as educational and divulging programs, should be envisaged in such a way as not to distract neither resources, nor importance of its activities aimed at protection, despite the growing interest in the "promotion". The ICHR has also reiterated that the success of the Program rests on the work of the Inter-American Institute on Human Rights, IIDH, as well as the actions of those actors at the national level within each State. In the conclusion to his article the author describes the characteristics of this Program, its objectives, the areas in which it will be active as well as its activities. In addition, the author also enumerates the different projects included in the program, such as the organisation responsible for their execution and points out if those projects are currently underway or if they constitute new proposals.

Desde su creación la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, CIDH, ha desarrollado numerosas y diversas actividades para cumplir con su mandato. La prioridad en las actividades de la Comisión ha estado siempre vinculada a su propio desarrollo y, en particular, a la situación por la que ha atravesado el hemisferio. Frente a una América Latina sumergida en regímenes militares y sometida a violaciones masivas de los derechos fundamentales, las visitas «*in loco*» y los informes sobre situaciones fueron la forma más adecuada de responder, en ese contexto. La ola democratizadora que se inició en los ochenta y que permitió el establecimiento de gobiernos electos popularmente en casi todos los Estados del hemisferio, cambió radicalmente la situación de los derechos humanos en la región. Para el autor, no hay duda que la CIDH ha sabido enfrentar cambiantes realidades y que ha establecido una variada gama de herramientas para el mejor logro de sus funciones. Sin embargo la CIDH fue inmersa en un agudo debate sobre el papel que la promoción de los derechos humanos debería jugar en el sistema interamericano y, en particular, en sus actividades. Este debate pone en particular relieve la cuestión de las prioridades de la CIDH en su trabajo y en la asignación de sus recursos. A solicitud de la Asamblea General de la OEA, la CIDH preparó un proyecto de Programa interamericano de promoción de los derechos humanos. En éste, la Comisión, y ahora el Dr. Taiana en su artículo como actor de primer plano en este debate, reafirman que la protección debe ser la función principal de la CIDH y que las formas de promoción divulgadora y educativa deben ser encaradas por ésta sin distraer recursos ni importancia a sus actividades de protección, a pesar del creciente interés por la «promoción». El autor reitera también, como la CIDH en el Programa, que las posibilidades de realización del mismo descansan en la actividad que ya realiza el Instituto Interamericano de Derechos Humanos, IIDH, así como en la acción de numerosos actores al nivel nacional de cada estado. Por último, éste describe las características del Programa, sus objetivos, áreas y actividades programáticas y a título indicativo enumera los distintos proyectos, incluyendo el órgano ejecutor de cada uno y señalando si se encuentran en ejecución o si se trata de nuevas propuestas.

I

La Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) es un órgano principal de la Organización de los Estados Americanos (OEA), cuya función principal es la de «promover la observancia y la defensa de los derechos humanos y de servir como órgano de la Organización en esta materia». Así lo establece la *Carta de la OEA*¹, que todos los Estados miembros han ratificado, y lo reitera la *Convención Americana sobre Derechos Humanos (Pacto de San José)*², de la cual son parte 25 de los 35 Estados del hemisferio.

Esta «función principal» que señala *La Carta* es reafirmada y precisada en la *Convención Americana*, la cual en su artículo 41 detalla las siguientes «funciones y atribuciones» de la Comisión:

- a. estimular la conciencia de los derechos humanos en los pueblos de América;
- b. formular recomendaciones, cuando lo estime conveniente, a los gobiernos de los Estados miembros para que adopten medidas progresivas en favor de los derechos humanos dentro del marco de sus leyes internas y sus preceptos constitucionales, al igual que disposiciones apropiadas para fomentar el debido respeto a esos derechos;
- c. preparar los estudios e informes que considere convenientes para el desempeño de sus funciones;
- d. solicitar de los gobiernos de los Estados miembros que le proporcionen informes sobre las medidas que adopten en materia de derechos humanos;
- e. atender las consultas que, por medio de la Secretaría General de la Organización de los Estados Americanos, le formulen los Estados miembros en cuestiones relacionadas con los derechos humanos y, dentro de sus posibilidades, les prestará el asesoramiento que éstos le soliciten;
- f. actuar respecto de las peticiones y otras comunicaciones en ejercicio de su autoridad de conformidad con lo dispuesto en los artículos 44 al 51 de esta Convención, y
- g. rendir un informe anual a la Asamblea General de la Organización de los Estados Americanos.

Como se ve, la *Convención Americana* ha definido de una manera por demás amplia las competencias de la Comisión, dotándola de un conjunto de herramientas para que pueda desarrollar sus tareas. A diferencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos, organismo jurisdiccional con competencias consultiva y contenciosa precisamente definidas, la Comisión tiene un campo más vasto de

¹ *Carta de la Organización de los Estados Americanos*, 30 de abril 1948, O.E.A.S.T. nos 1-C y 61 [a continuación como *La Carta*].

² *Convención Americana sobre Derechos Humanos*, 22 de noviembre 1969, O.E.A.S.T. n° 36 [a continuación como *Convención Americana*].

actuación para el cumplimiento de su función principal de promover la observancia y defensa de los derechos humanos en el hemisferio.

Desde su creación en 1959, hace 40 años, la CIDH ha desarrollado numerosas y diversas actividades para cumplir con el mandato otorgado por los Estados. La práctica presente de la Comisión es el resultado tanto del marco de competencias establecido por *La Carta*, la *Convención Americana* y demás instrumentos aplicables, así como de la propia experiencia y práctica de la Comisión a lo largo de su existencia.

Para cumplir con su cometido, la CIDH desarrolla un conjunto de actividades que podemos reseñar de la siguiente manera:

- a. recibe, analiza e investiga peticiones individuales que alegan violaciones a los derechos humanos por parte de un Estado;
- b. publica informes sobre la situación de los derechos humanos en un Estado;
- c. realiza visitas *in loco* a los países para observar la situación general o para realizar una investigación sobre una situación particular;
- d. realiza estudios sobre áreas temáticas específicas (mujeres, indígenas, condiciones de detención, desplazados, niños, trabajadores migratorios, libertad de expresión);
- e. formula recomendaciones a los Estados miembros de la OEA sobre la adopción de medidas para contribuir a promover y garantizar los derechos humanos;
- f. solicita medidas cautelares a los Estados a fin de evitar daños graves e irreparables en casos urgentes;
- g. participa de reuniones y seminarios a fin de difundir temas relacionados con el sistema interamericano de derechos humanos;
- h. solicita opiniones consultivas a la Corte Interamericana sobre interpretación de la *Convención Americana*;
- i. somete casos a la jurisdicción contenciosa de la Corte Interamericana y actúa ante la Corte en dichos litigios.

A lo largo de su historia, la CIDH ha realizado 74 visitas *in loco*, para observar la situación de los derechos humanos en los Estados miembros, y procesado más de doce mil peticiones individuales. Por año se reciben un promedio de 600 denuncias. En el presente se encuentran en trámite aproximadamente mil casos individuales en donde se denuncian violaciones. Un 70% de esos casos involucran derechos fundamentales, ya que tratan de denuncias de ejecuciones extrajudiciales, torturas, detenciones arbitrarias y desapariciones forzadas.

Tanto las visitas *in loco* como el sistema de casos han sido las actividades por las cuales la CIDH ha logrado un merecido reconocimiento en el hemisferio, al tiempo que ocupan cerca del 90% de los esfuerzos cotidianos y recursos tanto de la Comisión como de la Secretaría.

La prioridad en las actividades de la Comisión ha estado vinculada a su propio desarrollo y, en particular, a la situación por la que ha atravesado el hemisferio. Así, durante los años setenta y comienzo de los ochenta, una América Latina sumergida en regímenes militares llevó a que la Comisión desarrollara como herramienta fundamental de su accionar las visitas *in loco* y las publicaciones de informes generales sobre la situación de los derechos humanos en distintos países del hemisferio. Frente a violaciones masivas de los derechos fundamentales, las visitas y los informes fueron la forma más adecuada de responder, denunciando los regímenes de terror, sensibilizando a la opinión pública nacional e internacional, creando condiciones para detener los atropellos. En ese contexto, el sistema de peticiones individuales perdía eficacia ante la magnitud de las violaciones. Basta recordar que durante la visita *in loco* realizada a la Argentina, en septiembre de 1979, se recibieron más de cinco mil denuncias.

La ola democratizadora que se inició en los ochenta y que permitió el establecimiento de gobiernos electos popularmente en casi todos los Estados del hemisferio, cambió radicalmente tanto la situación de los derechos humanos en la región, como la relación entre la Comisión y los Estados y la propia actividad de la Comisión.

En efecto, es cualitativamente diferente para la Comisión desarrollar su accionar frente a un régimen que encuentra su razón de ser y su sustento en las violaciones masivas y sistemáticas de derechos fundamentales, que ante Estados gobernados por autoridades electas popularmente, en donde las violaciones a los derechos humanos que se producen son no una política de Estado sino la consecuencia de causas estructurales, debilidad institucional, rezagos socio-económicos, pervivencia de prácticas autoritarias, etc.

La nueva realidad llevó a la CIDH a ampliar y fortalecer su sistema de casos individuales, que se transformó en el instrumento más adecuado para obtener justicia en casos concretos, detectar situaciones paradigmáticas de violaciones a los derechos humanos y desempeñar un rol en el fortalecimiento del estado de derecho y en la consolidación de reglas de tolerancia y convivencia democrática.

Es interesante destacar que las transiciones a la democracia han resultado habitualmente en un mayor número de denuncias individuales que se presentan ante la Comisión. Este hecho puede parecer paradójico a primera vista, pero resulta fácilmente explicable. La desaparición del terror impuesto por las dictaduras, la difusión en la sociedad de la existencia de mecanismos regionales de protección de los derechos humanos y el invalorable accionar de las organizaciones no gubernamentales de derechos humanos ha llevado a que un creciente número de habitantes de nuestro hemisferio esté en condiciones de recurrir al organismo regional de protección, cuando entiende que sus derechos han sido violados y no ha encontrado reparación en el fuero interno.

Particularmente en los últimos años, la Comisión ha realizado un importante esfuerzo por fortalecer su procedimiento en la tramitación de casos individuales, impulsado el procedimiento de solución amistosa previsto en la *Convención*

Americana, y desarrollado una importante jurisprudencia tanto en relación a la admisibilidad de las peticiones como en los informes sobre el fondo. Asimismo, la CIDH ha multiplicado su actividad ante la Corte Interamericana de Derechos Humanos.

Como consecuencia de este esfuerzo, los informes sobre casos individuales, con sus conclusiones y recomendaciones, han merecido una creciente atención por parte de los medios interesados en el desarrollo del derecho internacional de los derechos humanos.

En conclusión, la CIDH realiza diversas actividades para el mejor cumplimiento de un mandato que está definido de manera amplia. Esta amplitud ha permitido a la Comisión desarrollarse como una institución flexible, que ha sabido enfrentar cambiantes realidades y que ha establecido una variada gama de herramientas para el mejor logro de sus funciones.

Esta diversidad de atribuciones, sin embargo, no debe hacer perder de vista que, en la actualidad, no menos del 75% de la actividad de la Comisión se concentra en el sistema de peticiones individuales, incluyendo las medidas cautelares y los casos ante la Corte Interamericana.

II

En el marco de la realidad descrita anteriormente, se desenvuelve el debate sobre el papel que la promoción de los derechos humanos debe jugar en el sistema interamericano y, en particular, en las actividades de la CIDH.

Se parte de considerar la situación general del hemisferio, destacando que las transiciones a la democracia en la región han permitido dejar atrás un pasado caracterizado, en muchos Estados, por regímenes militares que violaban sistemática y masivamente los derechos humanos. Los nuevos gobernantes, electos en comicios libres y competitivos, muchas veces resultaron personas que habían sufrido en carne propia las arbitrariedades de las respectivas dictaduras, y enfrentaron la compleja tarea de desarticular la estructura de los regímenes autoritarios, responder a los reclamos de verdad y justicia, en particular de parte de los familiares de las víctimas de la represión, y sentar las bases de un sistema democrático respaldado en el estado de derecho y en la aceptación del disenso y la tolerancia.

Esta tarea, obviamente difícil, se debía desarrollar en general en situaciones de severas restricciones económicas que agravaban la desigualdad social y limitaban las posibilidades de integración de amplios sectores de la sociedad, privados, en muchos casos, de un mínimo de acceso al trabajo, la educación, la salud, la vivienda, la justicia y la seguridad que debe proveer todo Estado.

En esta realidad, se señala, las violaciones a los derechos humanos que se cometen suelen no ser el resultado de una política de Estado, sino la consecuencia de las limitaciones en el desarrollo de las nuevas democracias, con su correlato de instituciones débiles, poco capacitadas, en donde perviven prácticas y concepciones

autoritarias y en las cuales no se ha enraizado el respeto por la dignidad de la persona que caracteriza a los derechos humanos.

Las estrategias para superar esta situación y garantizar en las nuevas democracias el pleno respeto a los derechos humanos de las personas sujetas a su jurisdicción es, primordialmente, una responsabilidad de cada Estado y su consideración escapa a los límites de esta presentación. Pero el diagnóstico señalado también tiene consecuencias en relación a la manera en que se concibe el rol a cumplir por parte del sistema interamericano. En efecto, la realidad descripta destaca las falencias que muchas jóvenes democracias tienen en términos de promoción de recursos humanos en el área de derechos humanos, de capacitación de agentes del Estado, de conocimiento de los compromisos internacionales asumidos por el Estado y, en un sentido más general, de educación de la sociedad en el respeto a los derechos fundamentales de la persona humana.

A medida que evolucionaron las transiciones a la democracia en la región, resultó evidente que, aunque de diferente naturaleza y amplitud, las violaciones a los derechos humanos persistían y de hecho llevaron al sistema interamericano y en particular a la Comisión a multiplicar sus actividades. Dado el carácter subsidiario y coadyuvante del sistema regional de protección, el mejoramiento de la situación es una tarea que depende principalmente de las medidas que se tomen a nivel interno y del fortalecimiento de las instituciones nacionales de promoción y defensa de los derechos humanos.

La mayoría de los Estados realizaron una serie de acciones en esta dirección: Se llevaron a cabo reformas en los sistemas de administración de justicia, se introdujo legislación tendiente a superar diversas formas de discriminación, se adoptaron normas garantistas, se multiplicaron las instituciones especializadas tales como los defensores del pueblo y las defensorías de derechos humanos, se realizaron diversas tareas de capacitación de los agentes del Estado, se introdujo en la curricula educativa la temática de derechos humanos, etc.

Es en este marco que las actividades llamadas de «promoción», en el sentido de educación en derechos humanos y de difusión de sus principios, normas e instituciones, adquieren relevancia y pasan a convertirse en parte de las políticas de derechos humanos en diferentes Estados. A nivel del sistema regional y específicamente en relación a la Comisión Interamericana, esta preocupación por la «promoción» se tradujo en una demanda creciente para que la CIDH ampliara sus actividades en ese campo y brindara a los Estados miembros un mayor apoyo para el fortalecimiento de las instituciones nacionales, en particular a través de la capacitación de recursos humanos.

Fundamentando este requerimiento, algunos Estados señalaban que el grueso de las actividades de la Comisión se orientaban a las tareas de «protección» de los derechos humanos, entendiendo por tales básicamente al sistema de casos y a las visitas *in loco* e informes correspondientes. Que tales actividades tenían por fin reparar violaciones ya cometidas y que, por lo tanto, era una acción *ex post facto*, es decir, que reaccionaba ante un hecho ya sucedido. En cambio, las actividades de

«promoción» cuya ampliación se requería, tenían la ventaja de tener en cierta medida un rol «preventivo» ya que una mayor capacitación en esta área necesariamente redundaría en una disminución de las violaciones que podrían cometerse.

Las demandas de una mayor actividad por parte de la Comisión en las tareas de «promoción», entendida ésta como educación y difusión, remiten rápidamente a la cuestión de las prioridades de la CIDH en su trabajo y en la asignación de sus recursos. En efecto, con un presupuesto de menos de tres millones de dólares y un personal de sólo 14 abogados, la Comisión difícilmente puede ampliar significativamente sus actividades de «promoción» sin resentir su tarea en relación a la tramitación de casos individuales y la realización de visitas *in loco* y los informes respectivos. Esto es especialmente cierto en momentos en que el número de denuncias individuales que llegan a la Comisión tiende a crecer, al tiempo que aumentan también los requerimientos para realizar visitas, se incrementa la actividad ante la Corte, y la Comisión ha realizado un importante esfuerzo por fortalecer la calidad y nivel de sus informes.

Los requerimientos de mayores actividades en el área de la «promoción» de los derechos humanos (en el sentido de educación y difusión) llevaron a los Estados miembros a aprobar, en el marco de la OEA, una resolución específica sobre el tema.

En 1997, la Asamblea General, en su *Resolución Promoción Internacional de los Derechos Humanos en el Sistema Interamericano*³, luego de acoger con beneplácito las conclusiones respectivas de la Comisión de Asuntos Jurídicos y Políticos, resolvió:

Solicitar a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos, que sin disminuir las actividades de protección, elabore, con la colaboración y/o consulta de otros órganos y entidades pertinentes, un Proyecto de Programa Interamericano de Promoción Internacional de los Derechos Humanos, para ser sometido a la consideración del Consejo Permanente de la Organización de los Estados Americanos, antes del vigésimo octavo período ordinario de sesiones de la Asamblea General, tarea que deberá ser realizada dentro de los recursos asignados en el programa presupuesto y otros recursos.

Esta resolución en sus considerandos toma en cuenta las conclusiones y recomendaciones que sobre el punto «Promoción Internacional de los Derechos Humanos en el Sistema Interamericano», adoptara la sesión especial de la Comisión de Asuntos Jurídicos y Políticos (CAJP) del Consejo Permanente de la OEA en marzo de 1997, los cuales pueden sintetizarse así:

- Que en el actual contexto de democracia representativa, la promoción regional debe impulsarse, para fomentar una cultura de tolerancia, paz y desarrollo; y que contribuya a ello, la ratificación y aceptación de los instrumentos y jurisdicciones interamericanas.

³ *Resolución sobre la Promoción de los Derechos Humanos en el Sistema Interamericano*, Res. AG 1489 (XXVII-0/97) [a continuación como *Promoción de los Derechos Humanos*].

- Que la promoción y la protección de los derechos humanos son interactuantes e interreforzantes, que son complementarias las regionales con las que se realizan internamente, y que estas últimas son primordiales en cuanto a promoción.
- Que la CIDH debe buscar «mayor impulso y adecuado tratamiento» a las tareas de promoción, sin disminuir las actividades de protección.
- Que son medios eficaces para la promoción la educación, difusión, otorgamiento de becas, pasantías e intercambios de experiencias entre los Estados, utilizando todos los medios tecnológicos posibles. Que en cuanto a contenido, deben incluirse todos los derechos humanos, garantías y procedimientos nacionales e internacionales, como también los Informes de la CIDH y jurisprudencia de la Corte.
- Que la prioridad como públicos son los sectores más vulnerables, así como las fuerzas del orden, y los líderes de opinión.
- Que según los instrumentos interamericanos, corresponde a la CIDH la misión principal de promover la observancia y la defensa a nivel regional. Que ejercerá esta misión en coordinación con otros órganos competentes de la OEA, y otros órganos del sistema interamericano, órganos gubernamentales, y otros (por ejemplo, el Instituto Interamericano de Derechos Humanos).

III

En respuesta a la solicitud de la Asamblea General la Comisión, en consulta y coordinación con otros órganos y entidades, preparó un proyecto de programa interamericano de promoción internacional de los derechos humanos. Para el mismo se tomaron en cuenta las valiosas contribuciones de los Gobiernos de Costa Rica, México, Perú y Venezuela, en respuesta a una solicitud de observaciones enviada por la Comisión para la elaboración del Programa. También tuvo en cuenta los comentarios escritos de los Gobiernos de Argentina, Canadá, Estados Unidos y Venezuela realizados a la Comisión de Asuntos Jurídicos y Políticos del Consejo Permanente⁴, así como los comentarios y sugerencias expresados durante las deliberaciones de dichos cuerpos sobre este tema. Este Proyecto de Programa fue considerado y aprobado por la Comisión en su 98o. período de sesiones para ser presentado al Consejo Permanente, de acuerdo a la solicitud de la Asamblea General.

Al desarrollar el marco conceptual e institucional del programa, la CIDH señaló que el cumplimiento de la solicitud de la Asamblea General requería definir el concepto de *promoción de los derechos humanos*, y el marco institucional y funcional de la Comisión y otros órganos y entidades en este tema. *La Carta y la Convención Americana* establecen que la función principal de la Comisión es la «de promoción de la observancia y defensa de los derechos humanos». Así lo confirma su práctica histórica de 40 años. Esa «promoción de la observancia y defensa» puede darse a través a) de la «protección», es decir, en especial a través del sistema de tratamiento de casos individuales por la Comisión y la Corte, con sus determinaciones de

⁴ OEA/Ser.G/CP/Doc.2909 (1997).

responsabilidad estatal, y de reparación; b) del «establecimiento de estándares» internacionales, vía propuestas de instrumentos, la doctrina y jurisprudencia del sistema; c) de la investigación de situaciones generales, informes generales, especiales o temáticos, y de recomendaciones al respecto a los Estados; y d) de actividades de educación y difusión.

Las actividades de «protección» por el sistema de casos individuales, de establecimiento de estándares internacionales, y de investigación de situaciones generales y recomendaciones respectivas, son el mandato principal de la Comisión. Son además las formas más efectivas y prácticas para la Comisión de cumplir su función principal de «promoción de la observancia y defensa de los derechos humanos».

Complementariamente, corresponde a la Comisión hacer todos los esfuerzos posibles para difundir por otros medios (de naturaleza educativa como seminarios, publicaciones, etc.) la naturaleza y funcionamiento del sistema interamericano de derechos humanos. Tal como se describe más adelante, así lo ha hecho y sigue haciendo la Comisión con los recursos existentes.

Por último, y tal como se ha tratado de reflejar en el Programa, la Comisión puede ayudar a movilizar todos los recursos y capacidades de los distintos miembros órganos y entidades de la OEA para colaborar en otras formas y medios en la tarea de «estimular la conciencia de los derechos humanos en los pueblos de las Américas».

La Comisión a continuación reitera que el cometido principal de su tarea es la protección y defensa de los derechos humanos. En efecto, la primordialidad de la «promoción y defensa» como función de la Comisión la establecen la *Convención Americana* y sus reglamentos, al estatuir primordialmente como mecanismos para su cumplimiento el sistema de «protección» a través del procesamiento de comunicaciones individuales, el sistema de monitoreo e informes sobre situaciones generales, los mecanismos de medidas cautelares y preventivas, las recomendaciones y estudios realizados por la Organización y sus miembros. La «protección y defensa» son funciones primordiales en la *Convención Americana* y también en la realidad práctica de las Américas y del sistema interamericano. La protección y defensa son, asimismo, la mejor y más efectiva forma de «promoción» de los derechos humanos, tal como lo comprueban los miles de casos que personas e instituciones de todo nivel y ubicación social y geográfica han sometido ante el sistema. Así lo demuestra la difusión que los distintos medios dan a las decisiones y acciones de la Comisión y la Corte. Así también lo prueban el impacto y movilización de la sociedad civil y de los órganos estatales a raíz de informes de la Comisión y sus visitas *in loco*.

Al destacar que las actividades de «protección» tienen un impacto - y muy importante - en relación a la «promoción» de los derechos humanos, la Comisión jerarquiza el sistema de peticiones individuales y sus informes generales y especiales, resaltando el potencial educativo y orientador que los mismos poseen, más allá del establecimiento de la responsabilidad estatal y de reparación a las víctimas en situaciones específicas.

Igualmente como lo indica la *Convención Americana* y la práctica del sistema, las actividades de «establecimiento de estándares de derecho internacional de los derechos humanos» son una función y forma principal de la promoción de la observancia y protección de los derechos humanos.

Así lo ha entendido la Asamblea General al solicitarle a la Comisión y a otros órganos de la OEA su cooperación para preparar nuevas convenciones, protocolos y declaraciones en el área de los derechos humanos, posteriormente adoptadas y ratificadas, y que forman parte plena de los derechos humanos vigentes en la región, en algunos casos con el poder jurídico que le otorga haber sido incluidas como parte integrante de las constituciones políticas de los países, en otros por su vigencia a través de compromisos internacionales.

De igual modo esta promoción de la observancia y protección de los derechos humanos a través del establecimiento de «estándares» lo cumplen la jurisprudencia, la doctrina, y la interpretación de instrumentos internacionales que realizan la Corte y la Comisión. Su creciente inserción en la jurisprudencia nacional y su influencia en la actividad legislativa nacional es el mejor indicador de ello.

Asimismo, la Comisión destaca que la «promoción», considerada en un sentido amplio, abarca otros aspectos que exceden el concepto de promoción en sentido estricto, efectivizada por la protección y el establecimiento de estándares internacionales.

En su sentido amplio, la promoción refiere fundamentalmente a actividades de educación, capacitación y difusión en temas de derechos humanos.

Es a este tipo de actividades educativas y de difusión que se refieren el Consejo Permanente y la Asamblea General de la OEA al hablar de «promoción de los derechos humanos». Así surge de las conclusiones y recomendaciones de la sesión especial de la Comisión de Asuntos Jurídicos y Políticos del Consejo Permanente en marzo de 1997 con respecto al Punto 1 «Promoción Internacional de los Derechos Humanos en el Sistema Interamericano», reiteradas por la Asamblea General en su resolución, las cuales fueron reseñadas previamente.

Por último, concluyendo el marco conceptual del Programa, la Comisión reafirma que *la protección es la función principal de la CIDH tal como lo establece su mandato, y que las formas de promoción divulgativa y educativas deben ser encaradas por ésta sin distraer recursos ni importancia a sus actividades de protección*. Como corolario necesario y tal como lo indica la resolución de la Asamblea General⁵, otros órganos del sistema interamericano, órganos estatales, ONGs, etc., deben coordinar su acción a este respecto como premisa del programa interamericano.

⁵ *Promoción de los Derechos Humanos, supra* nota 3.

IV

El campo de la promoción educativa y de la difusión en el área de los derechos humanos es ciertamente amplio y ha tenido un importante desarrollo en la región en los últimos años. En los distintos Estados la multiplicación de organismos y actividades orientados a ese fin, tanto en el sector público como en la sociedad civil, son una prueba cierta del creciente interés en los derechos humanos y de las necesidades e inquietudes de sociedades que buscan fortalecer el estado de derecho y el respeto a las garantías individuales.

A nivel interamericano esta realidad se ve reflejada en la importancia y jerarquía alcanzada por el Instituto Interamericano de Derechos Humanos (IIDH), con sede en San José, Costa Rica. En efecto, el Instituto ha sido el organismo que ha brindado la más amplia respuesta a los requerimientos de educación en derechos humanos. Su mandato está basado en la enseñanza, investigación y promoción de los derechos humanos y de todas las disciplinas a ellos referidas, desde un énfasis multidisciplinario que debe tener en cuenta las necesidades y problemas de América Latina.

En el último bienio el IIDH ha realizado numerosos proyectos a través de sus distintas áreas (Educación, Instituciones Públicas, CAPEL para desarrollo y observación electoral, y Sociedad Civil).

La CIDH, por su parte, también ha incrementado sus acciones en el área de la educación y difusión de los derechos humanos, respondiendo así a los mayores requerimientos tanto de parte de los Estados como de las organizaciones de la sociedad civil. En esta tarea, la Comisión ha seguido los siguientes criterios:

- Dada la amplitud del tema, y la limitación de recursos humanos y económicos, la Comisión debe enfocar su acción en el área en que tiene mayor competencia y autoridad para actuar, a fin de maximizar el resultado de su intervención. Por esta razón, la CIDH concentra sus actividades en la promoción del sistema interamericano, sus instrumentos, procedimientos y jurisprudencia.
- En cuanto a los receptores de su actividad de promoción, la CIDH entiende que su tarea debe privilegiar en el sector estatal, las áreas más directamente vinculadas a su actividad (funcionarios de Relaciones exteriores, del Interior o Gobernación, miembros del Poder Judicial, Ombudsman); y en la sociedad civil, a los funcionarios de organizaciones no gubernamentales y a los defensores de los derechos humanos en general.
- En relación a la *metodología* a utilizarse en las actividades a realizar, las que desarrolle la CIDH deben propender a la formación técnica; es decir, deben centrarse en la capacitación de recursos humanos para la comprensión y aplicación de los instrumentos interamericanos; y a la preparación de materiales de divulgación de la normativa y estándares del sistema.

- Tanto en los contenidos como en la definición de técnicas y estrategias de las actividades a su cargo, la CIDH debe actuar con la misma autonomía que le otorgan y requieren *La Carta*, el *Estatuto de la Comisión* y la *Convención Americana*, y de manera que las actividades que pueda realizar en esta área complementen y potencien sus actividades centrales, es decir «sin disminuir las actividades de protección».

A fin de ofrecer una perspectiva de las actividades que en el área realiza la CIDH, a continuación señalamos las principales acciones efectuadas en el último bienio:

- Seminarios nacionales sobre el sistema interamericano (Brasil, 1997; Paraguay, 1997 y Venezuela, 1998) con la asistencia de varios centenares de profesionales y autoridades de esos países y países invitados.
- Los Comisionados en representación de la Comisión y las autoridades y abogados de la Secretaría Ejecutiva participaron como ponentes en numerosas *reuniones técnicas y académicas*, enseñaron en *cursos universitarios* y participaron en *seminarios y cursos de capacitación* realizados en diversos países.
- *Programa de becarios «Rómulo Gallegos»* (con seis becas en 1997 y cinco en 1998-1999, todas para abogados jóvenes de la región, así como el *programa de pasantías* que se realiza en la CIDH.

La Comisión mantiene una línea de publicaciones que son indudablemente una herramienta fundamental en su tarea de educación y difusión de los derechos humanos.

- En el bienio pasado, la Comisión publicó sus Informes Anuales en los cuatro idiomas oficiales de la Organización, así como los Informes Especiales sobre Bolivia, Brasil, Colombia, Ecuador y México.
- También publicó el informe de la Relatoría sobre la Condición de la Mujer en las Américas⁶.
- Publicó asimismo los Documentos Básicos en los cuatro idiomas, así como un folleto sobre «Cómo presentar denuncias al sistema interamericano», y varios afiches de referencias.
- Con cooperación externa la Comisión mantiene la publicación del *Anuario Interamericano de Derechos Humanos* en base a un arreglo con la Editorial Nijhoff, de Holanda.
- Tanto los Comisionados como los miembros de la Secretaría Ejecutiva publicaron numerosos *artículos técnicos y de difusión* de derechos humanos.
- También utiliza la Comisión los medios electrónicos para la publicación y difusión de sus documentos públicos. Todos los Informes Anuales, otros informes, y documentos públicos de la Comisión están siendo ubicados electrónicamente en un

⁶ Por internet <<http://www.cidh.oas.org/countryrep/Mujeres98/Mujeres98.htm>>.

«sitio» propio de la Comisión en el Internet, accesible como tal (www.cidh.com) o a través de la «página electrónica» de la OEA⁷.

- La Comisión llevó a cabo actividades de *promoción educativa y difusión* relacionadas con la preparación del *Proyecto de Declaración Americana sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas*⁸ promoviendo reuniones de consulta y difusión en quince países de la región, y tres reuniones regionales. Coordinó para ello con otros órganos del sistema e interamericanos (UPD, III, BID, Fondo Indígena, y el IIDH entre otros) y órganos estatales y no gubernamentales.

- En conjunto con el Washington College of Law de la American University la CIDH organizó dos reuniones internacionales de expertos en relación a los trabajos de la relatoría sobre la situación de la mujer en las Américas.

- Los Comisionados *se reúnen regularmente con las más altas autoridades judiciales y gubernamentales*, con referencia a la normativa interamericana de derechos humanos y su inserción en la jurisprudencia nacional.

- La Secretaría realiza en forma continua *reuniones de trabajo con delegaciones* de los países miembros que desean interiorizarse del sistema y de sus procedimientos. Son frecuentes las delegaciones de funcionarios judiciales y de distintas organizaciones estatales y privadas que guardan relación con la temática de derechos humanos.

- La Comisión colabora con la *Competencia Americana sobre Derechos Humanos (Moot Court)* iniciada en 1996, organizada por el Washington College of Law, de la American University, en el que participan cerca de cincuenta equipos de otras tantas universidades del continente. Está también asesorando a otras universidades de la región que desean replicar esa actividad en sus países.

V

Por último, queremos referirnos al Programa Interamericano de Promoción Internacional de los derechos humanos que la CIDH aprobara en su 78o. período de sesiones y presentara oportunamente a la Asamblea General de la OEA⁹. Un programa de esta naturaleza implica movilizar y coordinar diversas actividades a realizar por parte de distintos organismos del sistema interamericano.

Varias de esas actividades ya estaban en ejecución y el Programa simplemente las sistematiza y ordena. En otros casos la Comisión recibió nuevas propuestas y proyectos de las diversas áreas con interés en el tema, así como la propia CIDH propone nuevas actividades.

⁷ Por internet <<http://www.oas.org>>.

⁸ OEA, Comisión Interamericana de los Derechos Humanos, Doc. off. OEA/Ser.L/V/II.90/Doc.14, rev. 1 (1995) a la p.1.

⁹ *Informe anual*, OEA/Ser.L/V/II.98, al capítulo IV.

En buena medida, las posibilidades de realización del mismo descansan en la actividad que ya realiza el Instituto Interamericano de Derechos Humanos que, como se ha señalado, es el organismo principal regional en el área de la educación y difusión de derechos humanos. Asimismo, cabe señalar que la concreción de varios de los programas específicos requiere de financiamiento adicional.

La resolución de la Asamblea General solicita que el Programa Interamericano sea elaborado «en coordinación con otros órganos de la OEA que tengan competencia en esta materia y en cooperación con los organismos y entidades del sistema interamericano, así como el Instituto Interamericano de Derechos Humanos y demás organizaciones e instituciones gubernamentales y no gubernamentales»¹⁰.

Tal como se menciona anteriormente estas entidades y en particular el IIDH, el Instituto Interamericano del Niño, la Comisión Interamericana de Mujeres, la Unidad para la Promoción de la Democracia, y numerosas entidades nacionales ya realizan programas y actividades claramente orientados a los objetivos de este Programa. Su participación en el mismo se dará de acuerdo a sus normas, capacidades, recursos, prioridades y características propias.

La inclusión en este Programa de una institución como ejecutora de una actividad o colaboradora con ella, sea que dicha actividad esté actualmente en ejecución o sea propuesta para el futuro, se realiza con pleno respeto y con el entendido de que dicha inclusión no infringe de manera alguna la autonomía y mecanismos de decisión propios de las distintas instituciones mencionadas, incluyendo la Comisión. En ese sentido, las actividades a ser realizadas dentro del marco de este Programa, por consiguiente, se deberán programar, negociar, ejecutar y evaluar de acuerdo a los procedimientos normales que indican los instrumentos jurídicos y prácticas de las instituciones involucradas. Esto incluye instituciones y entidades, tanto internacionales como nacionales, estatales o no.

La importancia del programa radica en que su elaboración supuso una definición sobre los objetivos que el mismo debe tener y sobre las áreas en que se inscriben los diversos programas y proyectos. A su vez, la diversidad de proyectos en ejecución brinda un panorama de las actividades de educación y difusión ya existentes en el sistema interamericano. En relación a los nuevos Proyectos propuestos, los mismos reflejan tanto las iniciativas de los órganos ejecutores como los requerimientos recibidos por parte de los Estados y de organizaciones de la sociedad civil.

A los fines de describir las principales características del Programa, expondremos los objetivos y áreas del mismo, señalando en cada una de éstas los programas que la componen. A título indicativo, se mencionarán, sin describirlos, los distintos proyectos, incluyendo el órgano ejecutor y si el mismo se encuentra ya en ejecución o se trata de una nueva propuesta que requiere financiamiento adicional.

¹⁰ Promoción de los Derechos Humanos, *supra* nota 3 al párrafo 1.11.

Los objetivos del Programa son los siguientes:

A. Refuerzo de la función de protección y defensa, a través de la divulgación de las normas y procedimientos del sistema interamericano

Tal como lo indica *la Carta* y *la Convención Americana*, «la promoción de la observancia y defensa» constituye la función principal de la Comisión. Por consiguiente, ésta enfocará estrictamente su participación en este objetivo del Programa Interamericano para la Promoción de los Derechos Humanos, difundiendo y realizando actividades de capacitación y análisis sobre la normativa interamericana y los procedimientos del sistema.

B. Fortalecimiento de las instituciones nacionales encargadas de la protección y promoción de los derechos humanos

El Programa debe brindar los medios para que las instituciones nacionales encargadas de la protección y promoción de los derechos humanos puedan perfeccionar su capacidad de acción y protección. Este segundo objetivo incluye la preparación de las instituciones del Estado y sus miembros para actuar con estricto respeto a los derechos humanos.

C. Educación de los derechos humanos en toda la población y en particular a los grupos vulnerables del hemisferio

El Programa debe prever el fortalecimiento de la tarea que realizan organizaciones internacionales y nacionales para crear conciencia y conocimiento por parte de los distintos sectores de la población, sobre todo aquellos más vulnerables, y las nuevas generaciones, sobre los derechos humanos y sobre una cultura de tolerancia y democracia.

VI

Las áreas del Programa:

Siguiendo los objetivos señalados anteriormente, el Programa se subdivide en tres grandes áreas que contienen a su vez, sub-programas y actividades específicas. Estas tres áreas son: 1) un área destinada a actividades estrictamente destinadas a la difusión de la normativa interamericana y mecanismos del sistema, y a la capacitación en esa materia; 2) un área destinada al fortalecimiento de instituciones nacionales relacionadas con el respeto y defensa de los derechos humanos, tanto estatales como de la sociedad civil; 3) un área destinada a la educación, divulgación y difusión general de la temática y prácticas de los derechos humanos.

La Comisión concentrará su acción en la primera de esas áreas, y en los aspectos de la segunda área en cuanto tengan relación directa con la normativa y mecanismos del sistema, en

ambos casos en la medida de sus recursos y sin disminuir su actividad de protección. Otras entidades y organismos nacionales e interamericanos, tal como se indica en cada caso, tendrán papel predominante en las áreas segunda y tercera, interviniendo también en las actividades de difusión y capacitación sobre normativa y mecanismos del sistema interamericano.

A. Área sobre normativa y mecanismos del sistema interamericano

Objetivo General del Área: Divulgar y capacitar la normativa y mecanismos del sistema interamericano, en particular su sistema de peticiones y casos individuales, los procedimientos de la Comisión y de la Corte Interamericana, su jurisprudencia y mecánica de decisión; el contenido y naturaleza de sus recomendaciones y decisiones; los papeles y atribuciones de los distintos actores del sistema; su actuación en la elaboración de nuevos estándares internacionales; y el análisis de sus capacidades y limitaciones. Su público central serán aquellos que, tanto en el sector público como en la sociedad civil, sea por función o por situación, tienen mayor necesidad de operar con el sistema o aplicar sus estándares y doctrina.

1. PROGRAMA DE CURSOS Y SEMINARIOS SOBRE NORMATIVA Y MECANISMOS DEL SISTEMA INTERAMERICANO
 - a. *Seminario CIDH sobre el sistema interamericano de derechos humanos* (En ejecución) - CIDH
 - b. *Curso anual CIDH sobre el sistema interamericano* (Actividad nueva - CIDH)
 - c. *Conferencia anual CIDH con altos magistrados judiciales de las Américas* (Actividad nueva - CIDH)
 - d. *Seminario CIDH/CARICOM de familiarización para Ombudsmen del Caribe inglés respecto al sistema interamericano* (Actividad nueva - CIDH/CARICOM)
 - e. *Seminario sobre el Futuro del Sistema Interamericano de Protección de los Derechos Humanos* (Actividad nueva - IIDH)
 - f. *Proyecto de talleres regionales o subregionales sobre el sistema interamericano* (En ejecución - IIDH)
2. PROGRAMA DE BECAS Y PASANTÍAS EN EL SISTEMA INTERAMERICANO
 - a. *Programa de becas CIDH Rómulo Gallegos* (En ejecución - CIDH)
 - b. *Programa CIDH de pasantías* (En ejecución - CIDH)
3. PROGRAMA DE PUBLICACIONES Y DIFUSIÓN SOBRE EL SISTEMA INTERAMERICANO DE DERECHOS HUMANOS
 - a. *Publicaciones regulares de la CIDH* (En ejecución)

- b. *Anuario Interamericano de Derechos Humanos* (En ejecución - CIDH)
- c. *Manual para periodistas especializados sobre tratamientos de noticias sobre casos y procedimientos del sistema interamericano* (Actividad nueva - CIDH)
- d. *Programa de acceso electrónico público a la base documental de la CIDH* (En ejecución - CIDH)
- e. *Programa de acceso electrónico y de una guía de procedimientos a seguir ante el sistema interamericano de derechos humanos, conteniendo jurisprudencia y doctrina básica de éste, del europeo y del de Naciones Unidas* (Nueva actividad - IIDH)
- f. *Proyecto de difusión del libro IIDH «El Futuro del Sistema Interamericano de protección de los Derechos Humanos»* (En ejecución - IIDH)
- g. *Revista IIDH* (En ejecución - IIDH)

B. Área de fortalecimiento de instituciones nacionales

Objetivo General del Área: Fortalecer las instituciones nacionales (Direcciones de Derechos Humanos de distintos ministerios, Defensorías del Pueblo, Ministerio Público, órganos de supervisión de las fuerzas de seguridad, Poder Judicial, Escuelas de Derecho, de Formación de Fuerzas Armadas y Seguridad, organismos de defensa legal de los derechos humanos, etc.) y sus integrantes en la temática general de los derechos humanos y de los procedimientos de solución de conflictos judiciales y extrajudiciales, a nivel doméstico e internacional.

1. PROGRAMA DE COOPERACIÓN HORIZONTAL EN FORTALECIMIENTO DE INSTITUCIONES NACIONALES
 - a. *Programa OEA-CIDH de cooperación horizontal en derechos humanos* (Nueva actividad - Departamento Becas OEA/CIDH)
 - b. *Actividades de capacitación y fortalecimiento de instituciones nacionales de derechos humanos* (Actividad nueva - IIDH)
 - c. *Reunión interamericana anual para expertos gubernamentales* (Actividad nueva - CIDH)

2. PROGRAMA IIDH DE CURSOS Y SEMINARIOS PARA FORTALECIMIENTO DE INSTITUCIONES NACIONALES
 - a. *Curso interdisciplinario anual del IIDH* (En ejecución - IIDH)
 - b. *Cursos regionales especializados en derechos humanos* (En ejecución - IIDH)
 - c. *Administración de justicia y derechos humanos* (En ejecución - IIDH)
 - d. *Ombudsman y derechos humanos* (En ejecución - IIDH)

- e. *Taller sobre derechos humanos y garantías procesales* (Actividad nueva - IIDH)
 - f. *Curso Interamericano Sociedad Civil y Derechos Humanos* (Actividad nueva - IIDH)
 - g. *Programa de pasantías en el IIDH* (En ejecución - IIDH)
3. PROGRAMA DE FORTALECIMIENTO EN TEMAS RELATIVOS A DERECHOS DE LA MUJER
- a. *Seminarios CIM de fortalecimientos de entidades nacionales sobre «aspectos legales de la lucha contra la violencia doméstica»* (Actividad nueva - CIM)
 - b. *Programa CIM para periodistas sobre el papel de la mujer en la sociedad actual* (Actividad nueva - CIM)
 - c. *Fortalecimiento de instituciones nacionales para aplicar el perfil del impacto migratorio sobre los derechos humanos de las mujeres* (Actividad nueva CIM)
 - d. *Protocolo facultativo. Documento de trabajo. Convención sobre la Eliminación de todas las Formas de Discriminación contra la Mujer* (En ejecución - IIDH)
 - e. *Género y Derechos Humanos* (En ejecución - IIDH)
4. PROGRAMA DE DERECHOS HUMANOS EN LAS FUERZAS ARMADAS Y DE SEGURIDAD
- a. *Fuerzas de seguridad* (En ejecución - IIDH)
5. PROGRAMA DE LIBERTAD DE EXPRESIÓN
- a. *Reunión sobre libertad de expresión y responsabilidad de los medios* (En ejecución - IIDH)
 - b. *Seminarios sobre libre expresión* (En ejecución - IIDH)
 - c. *Actividades de promoción sobre libertad de expresión* (Actividad nueva - CIDH)
6. PROGRAMA DE ASESORÍA Y PROMOCIÓN ELECTORAL
- a. *Asesoría y promoción electoral IIDH-CAPEL* (En ejecución - IIDH)
7. PROGRAMA SOBRE SISTEMAS PENITENCIARIOS Y DERECHOS HUMANOS
- a. *Prevención y tratamiento de las víctimas de la tortura: Seminarios acerca de los sistemas penitenciarios en América Central* (En ejecución - IIDH)

8. PROGRAMA DEL IIDH DE PUBLICACIONES Y DIFUSIÓN

- a. *Programa del IIDH de publicaciones y difusión en derechos humanos*
(En ejecución - IIDH)
- b. *Red de intercambio y difusión electrónica de derechos económicos sociales y culturales*
(En ejecución - IIDH)

C. **Área sobre educación y capacitación general en derechos humanos**

El objetivo general de esta área son cursos destinados fundamentalmente a sectores de la población más vulnerables y a la creación de una cultura de respeto a los derechos humanos, la tolerancia y democracia en la población en general.

- a. *Proyecto IIDH para educación universitaria en derechos humanos*
(En ejecución - IIDH)
- b. *Programa UPD de educación en derechos humanos* (Actividad nueva – UPD)
- c. *Programa para la incorporación de los derechos humanos en currícula y prácticas de los sistemas formales educativos nacionales* (En ejecución - IIDH)
- d. *Pueblos indígenas y derechos humanos* (En ejecución - IIDH)
- e. *Poblaciones migratorias y afectadas por la violencia* (Actividad nueva - IIDH)
- f. *Concurso interamericano de monografías*
(Actividad nueva - Órgano ejecutor: A seleccionarse)
- g. *Concurso de becas de postgrado en la especialidad de derechos humanos*
(Actividad nueva - Departamento de Becas de la OEA)